



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

28-11-2017

Collectivités territoriales: Macron veut imposer l'austérité maximum aux populations

Les réformes engagées par Macron depuis son élection ont un seul objectif : transformer complètement la société française pour l'adapter aux exigences du capitalisme. Les collectivités n'échappent pas à cet objectif.

* 13 milliards d'euros d'économies imposés aux collectivités sur cinq ans.

* hausse maximale de 1,2% par an de leurs dépenses de fonctionnement

* baisse des aides au logement

* diminution des emplois aidés

* exonération de 80% des foyers de la taxe d'habitation, principale ressource des communes. Macron présente cette mesure comme une amélioration du niveau de vie des

ménages. C'est une duperie, toutes ses réformes, mesures (par ex augmentation de la CSG pour les retraités, augmentation de la TVA...), aggravent leur situation.

Le chef de l'Etat s'est exprimé au Congrès des Maires devant plusieurs milliers d'élus pendant une heure et demie. Il annonce une loi logement pour début 2018, dont l'objectif est de réduire les aides au logement. Il ne dit pas où il trouvera les 22 milliards pour compenser la suppression de la taxe d'habitation pour les communes.. Il ne dit pas non plus par quoi la taxe audiovisuelle sera remplacée, pas plus qu'il n'évoque la taxe « inondation ». Il parle de "*refonte globale de la fiscalité locale*" ou de "*le transfert d'une fraction de la TVA aux régions*".

Ce qu'il faut retenir de ces annonces, c'est :

* La main mise de l'Etat sur les finances locales et l'encadrement des dépenses. Macron veut signer des contrats avec les 300 à 600 collectivités les plus importantes (régions, départements, grandes villes...) pour la maîtrise de leurs dépenses.

* Son projet est de privatiser les services publics, de les soumettre aux grandes entreprises du capital, en matière de transport, de santé, d'éducation, de loisirs, de logements... Les projets locaux seront encouragés par une "*Agence nationale de la cohésion des territoires*", permettant aux collectivités de s'organiser pour des transferts de compétences, à qui sinon aux entreprises privées.

Autre exemple de privatisation, d'ici à 2020, c'est la mort annoncée de la gestion communale de l'eau, ce sera la disparition, déjà bien entamée, du modèle historique de gestion communale de l'eau hérité de la Révolution. Celle-ci avait confié aux communes, la responsabilité de l'approvisionnement en eau des populations. Aujourd'hui elle sera confiée aux entreprises privées. La direction générale des collectivités locales (DGCL) évaluait au 1^{er} janvier 2016 à 12 234 le nombre de syndicats existant en France, leurs budgets cumulés atteindraient près de 18 milliards d'euros, une manne de profits pour les Saur, Veolia, Suez... tous ces monopoles et les banques vont s'emparer d'un marché, non pour satisfaire les

besoins mais pour accumuler les profits capitalistes. L'eau est un droit, un besoin élémentaire à **satisfaire et non un champ d'activités lucratives et spéculatives.**

Exigeons la nationalisation sans indemnisation des groupes Veolia, Suez, Saur pour former un grand service public de l'eau au service des intérêts de la population.

Les services publics nous appartiennent, ils ont été financés par les travailleurs et les populations depuis plusieurs générations. Ne laissons pas faire. Ce n'est que par la lutte qu'on reprendra les richesses que les capitalistes nous volent.

Parasitisme, gaspillages multiples, exploitation salariale, argent public spolié par le capital, telle est la règle du système capitaliste qu'il faut abattre pour assurer le progrès social et les revendications fondamentales des populations.

Les richesses créées, les profits réalisés par les grands groupes, les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants. Il faut arracher ces moyens aux multinationales qui les possèdent, pour satisfaire les besoins sociaux, il faut changer radicalement de politique, se débarrasser du capital.